

Communiqué de la CGT 65

**ACCUEILLONS DANS NOTRE
DEPARTEMENT LE PRESIDENT DE LA
CASSE SOCIALE ET DE
L'AUTORITARISME COMME IL LE
MERITE:**

**RASSEMBLEMENT
PLACE DE VERDUN
JEUDI 26 JUILLET 2018 à
8 H 00.**

**Avant de rejoindre la Préfecture où le
président est hébergé.**

Depuis le 15 juillet dernier nous savons que nous avons un président bondissant qui se gargarise des termes de solidarité et de fraternité à l'occasion d'un match de foot.

Depuis nous savons aussi que, dans sa dérive autoritaire, il bondit allègrement sur les principes républicains pour mieux les piétiner en permettant à un chef de cabinet adjoint, recruté à sa demande, de se livrer à des violences sur manifestants le 1er mai , le tout avec l'onction gouvernementale (aucune sanction n'ayant été prise à son encontre et aucune autorité gouvernementale n'ayant daigné signaler les agissements au procureur de la république de Paris).

Voir le témoignage sur RTL d'un témoin (présent place de la Contrescarpe le 1er mai) des agissements de M. Benalla (chargé de Mission du Président)

: <https://www.youtube.com/watch?v=n69HwHEiQ9Q>

Vidéo du quotidien Le Monde

: <https://www.youtube.com/watch?v=PgjUeK6lCJk>

<https://www.youtube.com/watch?v=UuMxgf2V7GM>

Depuis un an et l'intronisation de Jupiter nous savons aussi que ce Président et ce Gouvernement mettent tout en œuvre pour casser tous les fondements de l'Etat social construits par les luttes depuis 1936 , 1945, 1968...

CODE DU TRAVAIL : par ordonnances, liquidation de la hiérarchie des normes et du principe de faveur, permettant ainsi au patronat d'imposer aux travailleurs des accords d'entreprises aux dispositions inférieures à la loi, suppression des CHSCT, suppression des élections prud'homales.....

Protection sociale : Hausse de la CSG pour les retraités, exonération totale pour les entreprises des cotisations maladie, pérennisation du CICE (par conversion en allègement de cotisations sociale), réforme des retraites en 2019 pour passer à une retraite par points et la mise en place de fonds de pension privés pour les hauts revenus salariaux.... La volonté de casser la Sécu est apparue clairement dans le projet de réforme constitutionnelle qui ELIMINAIT le terme de SECURITE SOCIALE du texte constitutionnel..... Dans le rapport CAP 2 022 proposition de fusionner certaines aides sociales ("qui coutent un pognon de dingue" selon Macron).

Services Publics : Ouverture à la concurrence du ferroviaire et privatisation à terme de la SNCF qui perd son caractère d'EPIC, liquidation du statut des cheminots.....Avec CAP 2022 pour la fonction publique : privatisation de missions, remise en cause du statut de la fonction publique avec le recours aux contrats de droit privé à durée déterminée pour recruter des personnels, dans l'éducation mise en place d'une politique de discrimination sociale avec Parcoursup pour l'accès à l'enseignement supérieur.....

Collectivités locales : mise sous tutelle avec obligation de conventionner sous conditions les financements de l'Etat, métropolisation, dépérissement organisé des départements

Fiscalité : suppression de l'ISF et de l'exit tax et plafonnement de la fiscalité sur le capital (près de 9 milliards annuels de cadeaux aux plus privilégiés) . Maintien et pérennisation du CICE et du pacte de responsabilité mis en place sous Hollande (40 milliards annuels distribués aux entreprises quelque soit leur taille (des multinationales qui suppriment des emplois en sont largement bénéficiaires) sans contrepartie ni conditionnalité.

Loi Asile Immigration et politique vis à vis des migrants : Si au détour d'un match de foot, le Président Macron se gargarise de fraternité et de solidarité, lorsqu'il s'agit d'accueillir les migrants de l'Aquarius le discours est tout autre. Il piétine le droit maritime et international.

Lorsque Trump sépare les enfants Mexicains de leurs mères, là encore Macron s'insurge, donne des leçons à la terre entière mais pratique avec Collomb une politique équivalente.

Un exemple : la politique de refoulement mené par les autorités Françaises à Menton

Les pratiques des autorités françaises sur injonction de Macron-Collomb pour refouler les mineurs isolés à la frontière ont été vivement critiquées, après enquête sur place, par le contrôleur général des lieux de privation de liberté et le défenseur des droits (rapports accablants transmis au 1er Ministre en mai et juin) . En effet, tout enfant vulnérable doit être accueilli, au moins un jour franc, par les services de l'aide sociale à l'enfance**sur 10 034 mineurs appréhendés à Menton, ce droit français et international a été respecté pour 27 (0,3 %)**.

On présente en effet à ces jeunes étrangers des formulaires avec une rubrique pré-cochée "*refusant le bénéfice du jour franc*"Et le Président vertueux de pérorer qu'il respecte le droit d'asile alors que les demandes ne sont ni traitées ni même enregistrées.

Le défenseur des droits, après rappel des textes réglementaires, a conclu : "*le renvoi vers l'Italie de mineurs non accompagnés est une pratique contraire aux droits de l'enfant et irrespectueuse des garanties procédurales fondamentales*".

Au delà de l'affaire Benalla, la guerre sociale de MACRON ne fait aucun doute, tout comme son mépris affiché pour le peuple ("les gens qui ne sont rien" " les alcooliques du Nord ou ces ouvrières

illettrées d'une usine Bretonne “ car pour lui, la vraie vocation de tout citoyen français est “de devenir milliardaire” tout un programme).

**Nous avons TOUTES LES RAISONS de
NOUS RASSEMBLER PLACE DE
VERDUN**

à Tarbes JEUDI 26 JUILLET à 8 h 00.

**Avant de rejoindre la Préfecture où le
Président est hébergé.**